

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU Bicêtre – mercredi 15 octobre

À NOUS, TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, DE NOUS FAIRE ENTENDRE !

Le cirque parlementaire continue de plus belle. Un mauvais théâtre de guignols, où chacun tente de caser sa réplique, entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Tant mieux, nous avons notre carte à jouer !

Face à la démocratie des patrons...

Dans les derniers rebondissements, le comble du ridicule aura quand même été de voir Élisabeth Borne se dire favorable à la suspension de la réforme des retraites... elle qui avait maintenu coûte que coûte le relèvement de l'âge légal de départ à 64 ans, après des mois de manifestations massives à travers toutes les villes de France pour s'y opposer. De quoi bien comprendre ce qu'est leur démocratie : s'asseoir sur l'opinion de tout un pays, pour nous imposer ce que nous rejetons tous unanimement. Pour satisfaire les seuls intérêts du patronat et diminuer le montant de nos pensions.

Macron et le nouveau gouvernement que vient de former son Premier ministre, déjà démissionnaire deux fois en dix jours, seraient-ils devenus brusquement plus à l'écoute de nos revendications ? Ils sont à la recherche de n'importe quelle porte de sortie à la crise politique et surtout de toute solution pour ne pas attiser la colère populaire qui, à tout moment, pourrait se transformer à nouveau en grèves et en manifestations. Alors si, pour cela, ils se disent prêts à suspendre momentanément cette réforme, ce serait pour mieux continuer à nous attaquer ensuite, en décalant cette fois l'âge de départ au-delà des 64 ans. De Bardella à Faure, en passant par Retailleau, tous en sont capables ! Sous Macron comme sous Hollande, ils ont tous voté des lois en ce sens, pour le plus grand bonheur des patrons. Il n'y a rien à attendre de ce nouveau gouvernement, probablement très provisoire, ou même de nouvelles élections : tous les partis de gouvernement sont aux ordres du patronat. Rien à attendre de la gauche, qui est allée jusqu'à mettre en avant un « *objectif cohabitation* ! » avec Macron. Et surtout rien à attendre de l'extrême droite, qui

trouve de plus en plus de milliardaires pour défendre ses idées et la financer, de Stérin à Bolloré, et cherche à semer la haine raciste pour mieux nous diviser entre travailleurs.

Imposons nos revendications !

Tout l'enjeu actuel, c'est donc de savoir qui gouvernera... au service des capitalistes. Ils nous imposent depuis des années les licenciements, la dégradation des services publics, la hausse des prix et la diminution de nos salaires réels. Alors pas question de payer pour leur dette avec un énième plan d'austérité. À travers les baisses d'impôts et les aides en tout genre, les patrons touchent chaque année entre 211 et 270 milliards d'euros ! L'austérité, ce serait à eux de la subir enfin.

Avec les journées du 10 septembre, puis du 18 septembre et du 2 octobre, les manifestations et les grèves ont fait la une. Une rentrée sociale comme il n'y en a pas eu depuis bien longtemps.

Des luttes contre les licenciements ont lieu actuellement, d'autres pour de meilleures conditions de travail ou de salaire. Dans la Loire, les salariés du leader mondial de la production de café, le groupe néerlandais JDE Peet's, viennent d'obtenir une augmentation de 160 euros brut mensuels minimum pour l'ensemble des salariés et une prime de 1 500 euros grâce à leur grève.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de tout bloquer, car nous sommes à la base de toute l'économie, à la source de tous leurs profits.

Bien au-delà du casting du prochain gouvernement Macron, ou de celui des prochaines élections, nous devons nous préparer à nous battre nous-mêmes contre les attaques du futur gouvernement et du patronat.

Pourquoi l'herbe est plus verte ailleurs ?

La direction de l'AP-HP est inquiète : sur les 8 premiers mois de l'année 2025, 95 assistantes sociales sont parties au lieu de 67 sur la même période en 2024. Pas étonnant pour qui connaît les conditions de travail des assistantes sociales à l'AP-HP. Des pressions quotidiennes pour faire sortir les patients aux doubles services qu'il faut assurer pour remplacer les collègues parties en maladie ou en vacances, l'envie d'aller chercher et trouver un meilleur emploi ailleurs est plus que tentant... dans un secteur qui recrute... Pour améliorer les conditions de travail des assistantes sociales, ne comptons pas sur la direction qui pleurniche sur les départs trop nombreux, mais sur nous-mêmes.

Un homme vraiment compétent ?

« On est, je pense, trop gentil en France avec les professionnels de santé, avec les établissements de santé, sur la manière dont ils s'organisent, dont ils pratiquent la médecine. » Qui est l'auteur de cette phrase historique ? Nicolas Revel, directeur général de l'AP-HP, interrogé sur la manière de combler le déficit de l'Assurance Maladie. En matière de déficit, c'est un champion aux compétences reconnues : déficit de l'AP-HP en 2024 ? 460 millions d'euros ! Quant au déficit estimé en 2025 il serait de 358 millions... Avec un tel déficit : on est « trop gentil » avec lui sans doute...

Vive la désintégration

Une journée d'intégration organisée pour des étudiants de deuxième année à la faculté de médecine de Toulouse, ce que l'on appelle de « bizutage », a conduit à l'hospitalisation de trois étudiants en urgence. Le bizutage est de la perversité et de l'humiliation organisées. Ce ne sont pas les étudiants qui doivent être intégrés mais c'est le bizutage qui doit être désintégré et mis à la poubelle.

Soutien aux étudiants en lutte !

A Madagascar, la population, depuis quelques semaines, manifeste contre le président du pays, et revendique une vie meilleure et moins de corruption. En première ligne de ces manifestations, des centaines d'étudiants et d'internes en médecine de l'hôpital Andranavalona. Ils revendiquent une augmentation des salaires et de meilleures conditions d'exercice. Les étudiants en médecine touchent seulement 25 centimes d'euros par jour ! Ils

protestent contre les équipements vétustes, des infrastructures dégradées, et la surcharge de patients.

Le record de la précarité ?

Une aide-soignante de l'hôpital de Chauny vient sans doute de battre un record dont elle se serait bien passée. Elle a cumulé 37 contrats à durée déterminée (CDD) en moins de 5 ans avant d'être mise dehors ! Si cela va mal dans les hôpitaux, c'est surtout pour le personnel !

Non à la discrimination !

Les mutuelles ont fortement augmenté en 2025 et doivent aussi augmenter à nouveau en 2026. Autant de moins pour notre pouvoir d'achat puisque nos salaires stagnent. À ces hausses, il faut ajouter celles des médecins qui pratiquent des dépassements d'honoraires : plus 5 % par an depuis 2019 ! Quelles que soient les raisons de cette hausse spectaculaire, c'est dans notre poche qu'il faut puiser pour consulter et se soigner... Pas étonnant après cela que nombreux sont ceux qui renoncent à ces consultations et aux soins nécessaires. C'est de la discrimination par l'argent. Au 21^e siècle, tout le monde doit pouvoir se soigner correctement.

De l'argent pour les hôpitaux... pas pour les chars d'assaut !

Il y a une mode qui se développe dans les hôpitaux : faire appel à la population pour financer un service au moyen d'un emprunt participatif. C'est le cas à l'hôpital d'Évreux qui cherche 100 000 euros pour ouvrir des lits. La santé devrait avoir les budgets nécessaires et être financée par nos impôts. Mais ce n'est pas le choix du gouvernement qui verse généreusement notre argent au budget de l'armée.

Des médecins et des scientifiques dénoncent...

Des médecins et scientifiques alertent dans *Le Monde* sur les risques sanitaires liés à l'hexane, solvant pétrolier utilisé pour extraire les huiles végétales (soja, tournesol, colza). Ce neurotoxique et perturbateur endocrinien fait l'objet d'alertes depuis dix ans. Le mois dernier, l'ONG Greenpeace a rapporté avoir détecté des résidus d'hexane dans 36 aliments sur 56 testés. Les taux étaient inférieurs aux seuils certes, mais ceux-ci ont été fixés par les industriels eux-mêmes en 1995. Pour l'industrie, pas question d'arrêter l'hexane : la santé publique attendra encore quelques décennies.